16°R
27250

Que sais-je ?

LA BOURGEOISIE

RÉGINE PERNOUD

le point des connaissances actuelles

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

QUE SAIS-JE ?

La bourgeoisie

RÉGINE PERNOUD

Cinquième édition entièrement refondue

38e mille



DI - 14-11-1985 - 31242

ISBN 2 13 039025 0

Dépôt légal — 1re édition : 1985, septembre

© Presses Universitaires de France, 1985
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS

INTRODUCTION

Bourgeois, bourgeoisie : l'amateur d'histoire quantitative n'aurait aucune difficulté à établir que ces termes auront été les plus communément employés au cours des dernières décennies. Pièce essentielle dans le langage de base des contestataires de tous bords, c'est aussi une constante de la littérature politique ou syndicaliste à l'étranger comme en France. A tel point d'ailleurs qu'en nos années 80 il évolue vers le cliché et tombe en désuétude.

Qu'est-ce qu'un bourgeois ? Beaucoup de psychologues, de sociologues, de penseurs de tous ordres ont à maintes reprises posé la question, qui appelle en réponse une définition. Cela fait partie de nos habitudes d'esprit, en France surtout, où le plus anticonformiste des écrivains se sentira gêné s'il ne commence par définir ce dont il doit parler. Le résultat est que tel ouvrage, d'ailleurs tout à fait remarquable, sur les classes bourgeoises, commence par soixante pages de définitions à la suite desquelles les notions de classe et de « bourgeoisie » n'apparaissent pas beaucoup plus claires, avouons-le ; l'impression qui se dégage de ce chapitre préliminaire est celle qui devrait s'imposer d'emblée à l'historien : à savoir qu'il est difficile, voire impossible, de dé-finir, de cerner dans l'abstrait une réalité vivante. Semblable étiquetage, finalement, fausse l'histoire : trop de faits échappent aux classifications préétablies.

Quelle peut donc être l'attitude de l'historien face au phénomène bourgeois ?

Le bourgeois a une date de naissance. Il y a eu un temps où l'on ne parlait pas de bourgeois ni de bourgeoisie, puis, à un moment donné, dans l'histoire de la civilisation occidentale, le terme apparaît ; il désigne un homme nouveau, donc un état de fait qui n'existait pas auparavant, en tout cas pas assez pour qu'on ait éprouvé le besoin de le nommer. Notre époque apprécie suffisamment l'importance et le pouvoir révélateur du langage pour mesurer ce que signifie, dans une civilisation, l'apparition d'un terme nouveau. La linguistique vient ici au secours de l'histoire. Dès le moment où ce terme, celui de bourgeois — dans sa forme latine, *burgensis*, puisque alors, même si l'on parle français, on écrit latin — apparaît dans un document, l'existence du bourgeois est attestée ; elle prend place dans l'histoire. On lit pour la première fois le mot *burgensis* dans une charte de Beaulieu-lès-Loches dressée en l'an 1007 ; c'est le plus ancien document où on le trouve employé.

Que signifiait alors, en l'an 1007, le mot *burgensis*, bourgeois. La tâche de l'historien consiste à cerner de plus près, dans les documents de l'époque semblables à cette humble charte de Beaulieu, ce qu'on désigne sous ce terme de *burgensis*, bourgeois. Où ? Quand ? Comment est-il nommé ? Que fait-il ? Que dit-il ? Que dit-on de lui ?, etc. Le saisir dans sa vie quotidienne, voir ce qu'il veut, ce qu'il fait, donc comprendre, au moins dans les grandes lignes, ce qu'il est. C'est ainsi, grâce aux traces laissées pour nous par des milliers de vies et consignées dans des milliers d'écrits, que peu à peu s'élabore une physionomie, laquelle va en se diversifiant. On s'aperçoit alors qu'au début du XIV^e^ siècle, par exemple, le

terme désigne déjà des êtres très différents les uns des autres et très différents aussi de ceux qu'il désignait à l'origine. Rien de plus normal : en trois cents ans, des évolutions, des mutations même ont dû se produire.

Cette méthode qui consiste à suivre pas à pas, ligne à ligne, ce que les textes du temps nous révèlent, appuyés par les autres matériaux de l'histoire : monuments divers, de la pièce de monnaie à la cathédrale, vestiges archéologiques, imagerie peinte ou sculptée, etc., paraît bien être la plus sûre, encore qu'infiniment plus lente et plus compliquée, que celle qui consiste à raisonner sur des théories, des systèmes, des lois.

A suivre ainsi à travers les temps, sur des documents concrets, personnages et groupes de personnes, on finit par distinguer quelques constantes, des traits qui dessinent une silhouette — constantes qu'ont analysées de nombreux historiens comme Werner Sombart et beaucoup d'autres.

Moyennant le recul dont nous bénéficions à la fin de notre XX^e^ siècle — et aussi les études antérieures auxquelles nous nous étions personnellement livrée pour notre *Histoire de la bourgeoisie*, publiée en 1962 et rééditée en 1981, il nous a donc paru intéressant, pour commencer, d'examiner ce qu'on pourrait appeler le portrait-robot du bourgeois. Portrait dessiné à une époque précise, ce qui élimine quelques risques d'erreur, mais qui n'en est pas moins composé de traits apparus au cours de l'Histoire, qui s'étaient développés peu à peu pour devenir plus manifestes à l'époque choisie. Il s'en dégage une reconstitution qui comporte une part d'arbitraire, comme tout portrait-robot. Cependant ses éléments appartiennent à des personnages bien déterminés et reconnaissables.

Par ailleurs, ces traits saillants, communs à une multitude d'êtres, sont ceux qui nous semblent donner un « air de famille » à tous les bourgeois du monde — ceux qui, plus profondément, constituent la structure même de la bourgeoisie en France.

Pour permettre aux lecteurs de vérifier l'exactitude de cette structure interne, nous avons tenté d'explorer ensuite, à travers les temps, l'apparition de ces caractères qui nous paraissent typiques du bourgeois, et de survoler tout au moins leur développement. La bibliographie, à la fin de l'ouvrage, fournit à ceux qui le souhaitent le moyen d'aller plus loin, d'étudier plus à fond telle ou telle particularité, ses origines, ses conséquences. Pour l'ensemble, une image, plutôt qu'une définition, pourra servir de référence.

CHAPITRE PREMIER

PORTRAIT-ROBOT DU BOURGEOIS

C'est à Paris qu'il faut situer, aux alentours de 1840, le « bourgeois français ». Il a certes son homologue dans toutes les villes de province, mais il n'est pas un bourgeois de province qui, pour une raison ou une autre, n'ait affaire à Paris, ne regarde vers Paris, n'en attende les nouvelles et n'en copie les manières. Rien de plus naturel d'ailleurs, puisque Paris concentre alors la puissance économique ou, pour mieux dire, la puissance financière en toute activité économique ; sa prépondérance, son rôle de capitale remontent haut dans le temps et de plus, à dater de la Révolution française, c'est-à-dire un demi-siècle plus tôt, le pouvoir politique s'y est installé en même temps que le pouvoir administratif.

Et ne négligeons pas la vie artistique et littéraire avec les salons, les théâtres, les concerts où se rencontre la bonne société, sans parler des musées, des bibliothèques et aussi de l'université qui constitue, pour les professeurs les plus éminents, la consécration de leur carrière.

Nous compterons de préférence notre bourgeois parmi ceux qui se font bâtir à Paris ces « belles maisons à concierges » dont parle Balzac. Car on bâtit beaucoup dans le Paris de Louis-Philippe ; et le préfet

Rambuteau, s'il n'a pas l'envergure de son successeur Haussmann, démolit et rebâtit toute une partie de la ville — ce Paris qui bientôt dépassera un million d'habitants. S'il n'habite lui-même dans les quartiers neufs, ceux de la plaine Monceau, de l'Europe, de la place Saint-Georges, notre bourgeois y sera en tout cas propriétaire d'un immeuble de rapport ; et il y applaudira, comme tous ses contemporains, les embellissements de la ville, l'achèvement de l'église de la Madeleine, l'érection de l'Obélisque sur la place de la Concorde, les nouveaux ponts jetés sur la Seine et aussi les « embarcadères » que l'on entreprend pour le futur chemin de fer. Et Paris devient la « Ville Lumière » grâce à son éclairage au gaz.

Notre bourgeois occupe dans la société une situation proportionnée à l'importance de ses affaires : affaires de grand négoce ou de grande industrie, à moins que — et c'est d'ailleurs le sommet de la réussite — il ne soit banquier. Aussitôt après la Révolution de 1830 qui l'a installé sur le trône, Louis-Philippe a fait choix comme Premier Ministre d'un banquier, Jacques Laffitte ; et c'est un autre banquier, Casimir Périer, qui lui a succédé. Lorsque son contemporain, Adolphe Thiers, lui-même un bourgeois type, veut définir l'ascension type du bourgeois, il énonce : « Le père était paysan, ouvrier dans une manufacture, matelot sur un navire. Le fils, si le père a été laborieux et économe, sera fermier, manufacturier, capitaine de navire. Le petit-fils sera banquier... les générations s'élèvent ainsi les unes au-dessus des autres... »

Même s'il n'appartient pas nommément à la haute banque, alors tout entière juive ou protestante, même s'il ne fait pas partie de ces dynasties de Brumairiens qui, une quarantaine d'années auparavant, ont installé Napoléon, lequel en retour a aussitôt installé

la Banque de France, la fortune de notre bourgeois repose avant tout sur son activité financière : il peut être simple rentier (depuis le Directoire — 1797 — la rente d'Etat est exemptée d'impôt ; elle a été bientôt après déclarée insaisissable) ou encore spéculer sur actions et obligations en un temps où la Bourse installée depuis 1826 dans le Palais de la rue Vivienne, aligne deux cent soixante valeurs cotées — contre sept au début du siècle.

Et s'il est une réforme qui lui paraît indispensable et à la réalisation de laquelle il s'emploie, c'est de pouvoir bénéficier, pour cette activité financière, de l'anonymat qui lui garantira la sécurité. La société anonyme dont on parle de plus en plus, sans qu'elle soit encore expressément permise, représentera le fruit d'un effort tenace, celui de la bourgeoisie tout entière dont elle comblera les vœux.

Industriel, notre bourgeois ne l'est encore qu'avec une certaine timidité. Saint-Simon, lorsqu'il est mort en 1825, était à peu près inconnu et ce n'est que plus tard que se répandront ses doctrines sous l'influence desquelles on pourra vraiment parler en France de révolution industrielle. On voit certes des progrès impressionnants se manifester dans l'industrie, presque tous inspirés du modèle anglais : machines à vapeur, emploi du coke dans les fonderies à la place du charbon de bois, apparition des chemins de fer (la première disposition législative qui les concerne ne sera prise qu'en 1842). Mais s'il n'appartient à quelque grande famille, comme les Wendel pour la sidérurgie, les Koechlin ou Dollfuss pour les filatures de coton, les Schneider ou les Say et leurs émules, s'il n'est sucrier comme Delessert ou drapier comme Cunin-Gridaine, notre bourgeois se contentera d'avoir des intérêts à la Compagnie d'Anzin ou, un peu peu plus tard, à

la Compagnie du Nord. Dans l'ensemble, il se fera remarquer plutôt par sa prudence que par son audace. Il se trouvera plus avisé en consacrant le maximum de ses affaires au négoce. Selon son estimation, la réussite du siècle est celle des bonnetiers de Troyes qui font fabriquer à domicile dans les campagnes ou les petites villes les produits dont ils ont fourni la matière première et qu'ils vendent ensuite une fois manufacturés. Ils évitent ainsi les risques de la grande industrie et, les fabricants à domicile étant leurs salariés, ils perçoivent à la revente d'appréciables bénéfices. Là est la source de cet enrichissement qui fait la prospérité de la classe bourgeoise. « J'ai vendu un million de sarraus avec un franc de bénéfice : voilà comment je suis devenu millionnaire. » Cette constatation, émanant d'un bourgeois du temps (Colombier-Batteur), résume toute une philosophie. Le bourgeois, celui sur qui repose l'activité économique de la nation, sait qu'il n'y a pas d'enrichissement sans bénéfice, pas de bénéfice sans commerce, pas de commerce en dehors de la loi de l'offre et de la demande. S'il est pour lui une vérité claire, fondamentale, intangible, c'est celle-là ; en dehors de la loi de l'offre et de la demande, aucun commerce ne peut subsister, toute la vie économique est compromise. Ne fait-elle pas partie d'ailleurs de ces « lois naturelles » qui déterminent toute existence ? C'est dire que, s'il est un point de doctrine sur lequel chacun doive être d'accord et qu'on doive considérer comme inviolable et sacré, c'est bien ce qui touche à la liberté du commerçant.

Lors des « funestes ordonnances » de juillet 1830, cette liberté était mise en péril. Les commerçants se sentaient visés par la troisième de ces ordonnances qui rayait la patente des impôts comptant pour le cens, donc pour le droit de vote. Notre bourgeois

qui aurait été exclu du nombre des électeurs, donc des éligibles, si cette ordonnance avait été maintenue, a pris une part active à ces journées de juillet à côté des polytechniciens et autres gens de sa classe, justement indignés de pareilles atteintes à sa liberté.

Si la troisième ordonnance attaquait la dignité du commerçant, la première suspendait la liberté de la presse. Or, cette presse a pris entre-temps un prodigieux essor. Aussi bien, à travers les diverses affaires qu'il traite, pour son négoce, pour gérer sa fortune et celle que lui a rapportée la dot de sa femme, pour percevoir les fermages de ses propriétés, les loyers de ses immeubles, les bénéfices de diverses sociétés auxquelles il participe et le rapport de ses rentes et actions, notre bourgeois tient-il à son siège au conseil d'administration du journal dont il est l'un des actionnaires. Il considère comme essentiel cet instrument d'avenir qu'est la presse.

Quatre ans plus tôt, en 1836, à Paris, à quelques jours d'intervalle, ont paru successivement deux journaux : *Le Siècle*, puis *La Presse*, qui inaugurent une ère nouvelle dans ce domaine ; par une manœuvre hardie, Emile de Girardin, qui ne percevait pas un centime lors du lancement de l'opération, a su monter son affaire et promouvoir une presse de type entièrement nouveau à très bon marché (l'abonnement coûte quarante francs alors que celui du *Journal des Débats* est de quatre-vingts francs par an) ; il capte le lecteur par ses feuilletons quotidiens et surtout en ouvrant ses colonnes aux annonces commerciales. Une ère nouvelle s'annonce grâce à cette presse largement répandue, par laquelle l'opinion peut être habilement dirigée et qui secondera la diffusion des produits commerciaux. La presse, notre bourgeois le discerne clairement, va être l'agent le plus efficace de la vie économique étant donné son pouvoir sur l'opinion ; il ne doute pas qu'elle tienne en respect, s'il le faut, la puissance politique adverse ; trente mille abonnés, trois cent mille lecteurs informés chaque matin : un négociant habile sachant utiliser

ce canal pour faire vendre ses produits ne saurait négliger pareil moyen ; peu importe au demeurant l'option politique du jour : M. de Girardin a dû s'orienter vers les conservateurs, son prédécesseur, M. Dutacq, qui avant lui a fondé *Le Siècle*, ayant capté les élus de gauche. Mais notre bourgeois sait d'expérience que *La Presse* n'hésitera jamais à opter pour la liberté.

La liberté ! sa défense sur le plan du commerce extérieur a été remarquablement illustrée par le gouvernement anglais qui, toujours en avance sur la France en ce domaine, n'a pas craint d'engager ses forces navales l'année précédente (1839) en Extrême-Orient. L'attaque victorieuse du fort de Bogue à l'entrée de la rivière de Canton, bloquant la ville et bientôt celle de Shang-Haï, a obligé la Chine à s'ouvrir au commerce de l'opium que l'Inde produit en grande quantité — ainsi qu'aux prédications des missionnaires. Il faudrait souhaiter aux dirigeants de la politique française une attitude aussi résolue dans la protection du commerce national. Cette guerre est la première qu'une nation d'Europe ait livrée sur les rivages de la Chine : sujet d'orgueil pour les forces britanniques. L'Extrême-Orient s'ouvre désormais aux exportateurs avec ses débouchés à peu près illimités.

Il est vrai qu'un élan patriotique se fait jour en France et qu'en Algérie il semble qu'on se décide enfin à prendre pied. Après l'héroïque assaut de Constantine (1837), nos troupes que mène le brave général Bugeaud, prévoient sans doute des opérations de plus grande envergure. Bugeaud, on le sait, envisage une colonisation à la romaine et songe à installer sur ce sol plein de promesses des vétérans, des soldats-laboureurs. En fait l'Afrique du Nord offre surtout